



Bonjour,

Je ne vais prendre des engagements faire des promesses comme si j'allais être élue.

Par contre je peux vous dire ce que je pense de la politique du gouvernement par rapports aux quartiers populaires, qu'ils soient de banlieue ou non.

Les collectivités locales, dont les finances sont déjà souvent mal en point, ont vu la crise sanitaire aggraver leur situation. C'est vrai en premier lieu dans les départements qui concentrent une forte proportion de travailleurs précaires.

L'ADF (Assemblée des départements de France) a publié des statistiques sur l'augmentation du nombre des personnes touchant le revenu de solidarité active (RSA). Depuis le premier confinement, il y a 2,4 % d'allocataires du RSA en plus dans l'Eure, 5 % dans le Bas-Rhin et 10 % en Meurthe-et-Moselle ou en Seine-Saint-Denis. Ces deux départements, parmi les plus ouvriers du pays, arrivent en tête du classement, et cela n'a rien d'étonnant.

Ces travailleurs ont été les premiers à perdre massivement leur emploi avec la crise du Covid-19.

Or ils ne résident évidemment pas dans les beaux quartiers et les banlieues chics, et ce sont les communes et départements populaires où ils habitent qui, déjà les plus éprouvés par les multiples contrecoups de cette crise, doivent faire face à l'explosion des dépenses sociales. Ces communes ont dû fournir ici une aide alimentaire, là des subsides à des familles qui n'ont plus aucun revenu.

Et bien sûr, alors que les départements ouvriers comptaient déjà avant la crise le plus grand nombre d'allocataires du RSA, ce sont encore eux qui doivent subir sa montée en flèche. Résultat, ils peuvent de moins en moins assurer certaines dépenses sociales – subventions aux cantines scolaires, au logement, secours d'urgence, etc. –, ce dont les plus pauvres de leurs habitants sont les principales victimes.

Et cela ne va pas de s'améliorer, car l'État de la bourgeoisie ne sait plus quoi inventer pour présenter aux classes laborieuses l'addition de la crise sociale et économique. Ainsi, lorsqu'il a été annoncé en fanfare « un plan de soutien massif aux collectivités locales », elles devraient recevoir 4,5 milliards d'euros, dont 2,7 milliards pour les départements. Pourtant, selon le rapport du député Jean-René Cazeneuve, peu suspect de noircir le tableau car il est macroniste, ces mêmes collectivités ont perdu 7,5 milliards en 2020 !

Les mesures intitulées pompeusement « plan pour l'égalité des chances » :

Il a été évoqué un montant de 3,3 milliards d'euros. Comme d'habitude, c'est un tour de passe-passe.

Depuis les Grenelle, les Ségur et autres grands débats, quand il s'agit de mesures en faveur des travailleurs et des classes populaires, la méthode du gouvernement ne change pas : ce sont des annonces et puis... rien, sinon des sparadraps pour cacher la misère et des cadeaux au patronat.

En fait, sur les trois milliards annoncés, un milliard était déjà prévu dans le plan de relance de 100 milliards. Or il s'agit en grande partie de subventions aux entreprises employant des travailleurs venus de quartiers de banlieue. Une autre partie est prévue pour financer des dispositifs « d'insertion » comme les services civiques. L'émission Cash investigation a rappelé il y a un an comment des jeunes en service civique sont employés dans des associations ou des administrations sur des postes de salariés, alors qu'ils sont payés une misère, théoriquement pour des missions d'intérêt public.

Parmi les autres pistes évoquées par plusieurs ministres, et dont on ne sait pas encore si elles figureront dans le plan gouvernemental, on peut citer pêle-mêle : des prêts de 10 000 euros ; une liste de héros issus de la diversité pour donner leurs noms aux rues ; une plateforme d'appels pour dénoncer les discriminations ; un dispositif de « vacances apprenantes » lors des congés. Pas de quoi amener « l'égalité des chances »!

Le plan sécurité du gouvernement, prétend lutter contre la violence et les trafiquants de drogue qui empoisonnent la vie de bien des habitants de quartiers populaires. Il déclare s'émouvoir de ce qu'« un gamin de 14 ans gagne plus en faisant le guet pour des dealers que son père en travaillant ». Mais que propose-t-il pour y remédier ? Comme tous ses prédécesseurs, il veut « remettre du bleu dans la rue » pour « rassurer les honnêtes gens que nous voulons protéger ».

Autrement dit, il veut embaucher des policiers, qui s'ajouteront aux 6 000 policiers et gendarmes que Macron aurait recrutés depuis 2017. Pour éradiquer le trafic de drogue, il prétend s'en prendre à toute la filière, des gros trafiquants aux consommateurs « y compris ceux des beaux quartiers ». Mais la mesure emblématique consistant à généraliser les amendes à 200 euros pour consommation de cannabis ne vise absolument pas les trafiquants, petits ou gros.

Toutes ces mesures – sans même discuter de leur efficacité à court terme – font l'impasse sur l'essentiel : les raisons profondes de l'augmentation des trafics et de la violence dans la société. Si la vie quotidienne dans de nombreux quartiers est aujourd'hui plus dure et brutale que par le passé, cela résulte avant tout de l'augmentation du chômage, de la précarité et de la pauvreté. Si un guetteur gagne plus qu'un travailleur, c'est d'abord révélateur de la faiblesse des salaires. Les habitants des quartiers et des banlieues populaires, ce sont les infirmières, les caissières, les livreurs ou les auxiliaires de vie qui ont fait tourner le pays pendant le confinement.

Quant à leurs enfants, même quand ils ne traînent pas dans les rues, ils sont traités en délinquants potentiels par des policiers mus par la peur quand ils ne sont pas imprégnés de préjugés divers, dont le racisme. C'est bien souvent leur propre brutalité, avec la multiplication des contrôles injustifiés et leur mépris affiché, que récoltent en boomerang les policiers.

Alors bien sûr je soutiens toutes les propositions qui consistent à augmenter les emplois dans tous les services publics de proximité, à permettre la gratuité des transports, à créer des activités culturelles.

S'il n'y a pas d'argent pour ces mesures, il faut le prendre sur les 137 milliards de superprofits des firmes du Cac 40, profits qui ont été réalisés sur l'exploitation de l'ensemble des travailleurs qui créent les richesses.

Il en va du sort des quartiers populaires comme du sort de l'ensemble de la société. La société est régie par le système capitaliste dont le moteur essentiel est la course au profit immédiat, quoi qu'il en coûte pour les classes populaires. Cette société marche sur la tête. Seule un mouvement de masse des travailleurs et de la population permettra de la remettre sur pied en inversant le rapport des forces.

Cordialement,

Nathalie Arthaud